



**Une prime pour nous endormir**

**Des attaques en préparation**

**Une réaction collective nécessaire**

En principe, tous les grades jusqu'à AGFIP peuvent toucher la prime Covid. Elle est prévue pour les agents qui ont été mobilisés pour le PCA (Plan de Continuité de Service) pendant le confinement. Mais la prime ne sera versée qu'à 30 % des effectifs et elle n'est pas proratisable (la direction ne peut pas en réduire le montant pour en faire profiter plus d'agents). Lors du CTL du 4 juin 2020, la direction nous a avoué qu'il y aurait plus de collègues éligibles que de crédits disponibles et que donc, tous les agents du PCA ne l'auraient pas. Elle fera donc une sélection qui sera harmonisée au niveau régional et au niveau national. Elle affirme qu'elle fera en sorte qu'il y ait le moins de disparité possible.

La CGT revendique une augmentation du point d'indice et que la prime soit versée à tous les agents ! Seules ces mesures seraient justes car elles iraient dans le sens de rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis des années à cause du retard des salaires et du point d'indice sur la hausse des prix. De plus, cette prime est insuffisante par le nombre d'agents concernés, ce qui en fait une mesurette, avec les injustices qui vont avec : il n'y en aura pas pour tout le monde.

Certes, pour ceux qui la toucheront, cette prime sera la bienvenue. Mais pour la CGT, si cet argent est mieux dans la poche de quelques collègues, ce serait un piège d'admettre cela comme une cuillère de confiture qui ferait passer la pilule amère du lendemain du confinement. En effet, **NOUS NE DEVONS PAS OUBLIER L'ESSENTIEL, C'EST-À-DIRE LA SITUATION ÉCONOMIQUE GLOBALE.** La crise était déjà là avant le COVID, mais depuis, elle s'est accentuée. Et le patronat a déjà commencé à faire payer la note aux salariés du privé par des licenciements, des baisses de salaires, des allongements du temps de travail, du chantage à la fermeture. Et on le sait, à chaque fois que le patronat du privé s'en prend à ses salariés, l'État ne tarde pas à réduire les droits des fonctionnaires. Les attaques existantes continuent : à la DGFIP, les fermetures de trésorerie continuent (bientôt Marines dans le 95), les suppressions d'emplois continuent (cette année 18 dans le 95). Et comme ailleurs, la direction a déjà commencé à nous prélever des jours de congé au titre du confinement. **MAIS EN CETTE PÉRIODE, NOUS RISQUONS D'AUTRES ATTAQUES PLUS GRAVES !**

En résumé, la prime ne changera pas fondamentalement notre sort et elle est là pour nous endormir. Si nous la laissons faire, demain, la direction ira plus loin dans les attaques, forte de la situation actuelle. Et si nous ne la combattons pas collectivement, nous perdrons.

Tout ce qui se passe dans le privé sera répercuté dans le public (nous connaissons les suppressions d'emplois et le blocage des salaires, mais notre patron est capable d'en inventer d'autres...). En effet, l'état a instauré l'OPEN BAR de l'argent public pour des entreprises multinationales comme Renault, Airbus, etc. Cet argent n'est pas gratuit et c'est aux salariés que la note sera présentée, d'une manière ou d'une autre.

**ALORS, SOYONS COLLECTIFS : DISCUTONS DE CE QUE NOUS POUVONS FAIRE ENSEMBLE, DE COMMENT SOUTENIR LES GRÈVES DES SOIGNANTS LE 16 JUIN ET APRÈS, DE COMMENT PARTICIPER AUX INITIATIVES DES SALARIÉS D'AUTRES SECTEURS QUI VOIENT LEUR AVENIR COMPROMIS PAR LES MESURES PATRONALES (INDUSTRIE AUTO PAR EX).**

**PLUS NOUS RÉUSSIRONS CELA, PLUS NOUS NOUS FERONS ENTENDRE,  
PLUS NOUS MONTRERONS NOTRE FORCE COLLECTIVE,  
MOINS LE JOUR D'APRÈS AURA DE CHANCES DE RESSEMBLER AU JOUR D'AVANT**

Cergy, le 09/06/2020